

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

KBC BANK SA

Société de droit belge au capital de 8 948 439 652 €
Siège social : Avenue du Port 2 B – 1080, Bruxelles
Numéro d'Entreprise : 0462 920 226

Version abrégée des comptes annuels consolidés 2016 KBC Bank SA (La version complète est disponible en anglais et en néerlandais)

I. — Compte de résultats consolidé

(En millions d'euros.)	2015	2016
Revenus nets d'intérêts	3 675	3 635
Revenus d'intérêts	6 605	6 147
Charges d'intérêts	-2 930	-2 512
Revenus de dividendes	19	27
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	224	551
Résultat net réalisé sur actifs financiers disponibles à la vente	82	134
Revenus nets de commissions	1 945	1 753
Revenus de commissions	2 408	2 175
Charges de commissions	-462	-422
Autres revenus nets	200	140
Total des produits	6 145	6 240
Charges d'exploitation	-3 388	-3 399
Charges de personnel	-1 594	-1 589
Frais généraux administratifs	-1 665	-1 663
Amortissements sur actifs immobilisés	-128	-146
Réductions de valeur	-650	-145
Sur prêts et créances	-323	-126
Sur actifs financiers disponibles à la vente	-11	-1
Sur goodwill	-308	0
Sur autres	-9	-19
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	21	23
Résultat avant impôts	2 128	2 719
Impôts	291	-525
Résultat après impôts	2 419	2 195
Attribuable à des participations minoritaires	180	169
Attribuable aux actionnaires de la société mère	2 239	2 026

II. — Résultats net réalisé et non réalisé consolidé (comprehensive income)

(En millions d'euros.)	2015	2016
Résultat après impôts	2 419	2 195
Attribuable à des participations minoritaires	180	169
Attribuable aux actionnaires de la société mère	2 239	2 026
Résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres		
Traités dans le compte de résultats		
Variation nette de la réserve pour réévaluation des actions	117	-103
Ajustements à la juste valeur avant impôts	129	-1

Impôts différés sur les variations de la juste valeur	-12	-2
Transfert de la réserve au résultat net	0	-100
Réductions de valeur	0	0
Profits/pertes nets sur cessions	0	-114
Impôts différés	0	14
Variation nette de la réserve pour réévaluation des obligations	-41	7
Ajustements à la juste valeur avant impôts	-12	39
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	8	-10
Transfert de la réserve au résultat net	-37	-22
Réductions de valeur	0	0
Profits/pertes nets sur cessions	-51	-29
Proratisation et réduction de valeur sur la réserve pour réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente à la suite de la reclassification dans les Prêts et créances et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	-5
Impôts différés	14	12
Variation nette de la réserve pour réévaluation des autres actifs	0	0
Ajustements à la juste valeur avant impôts	0	0
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	0	0
Transfert de la réserve au résultat net	0	0
Réductions de valeur	0	0
Profits/pertes nets sur cessions	0	0
Impôts différés	0	0
Variation nette de la réserve de couverture (flux de trésorerie)	229	-193
Ajustements à la juste valeur avant impôts	312	-380
Impôts différés sur les variations de la juste valeur	-113	123
Transfert de la réserve au résultat net	29	64
Montant brut	39	92
Impôts différés	-9	-28
Variation nette liée aux entreprises associées et coentreprises	6	4
Montant brut	5	5
Impôts différés	0	
Variation nette des écarts de conversion	266	271
Montant brut	165	171
Impôt différé	101	101
Variation nette liée aux entreprises associées et coentreprises	6	4
Montant brut	5	5
Impôts différés	0	
Autres mutations	2	0
Non traités dans le compte de résultats		
Variation nette des régimes à prestations définies	212	-250
Variations, IAS 19	305	-364
Impôts différés sur les variations, IAS 19	-93	114
Total des résultats réalisés et non réalisés	3 208	1 673
Attribuable à des participations minoritaires	179	170
Attribuable aux actionnaires de la société mère	3 029	1 503

III. — Bilan consolidé

Actif (En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Trésorerie et soldes avec les banques centrales	7 038	20 148
Actifs financiers	204 051	212 411
Détenus à des fins de transaction	10 497	9 787
Considérés dès le début comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	5 092	1 130
Disponibles à la vente	20 274	21 084
Prêts et créances	140 294	151 702
Détenus jusqu'à l'échéance	27 379	28 297

Dérivés de couverture	514	410
Variation de la juste valeur des positions couvertes dans le cadre de la couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille	105	202
Actifs d'impôts	2 285	2 276
Actifs d'impôts exigibles	96	49
Actifs d'impôts différés	2 189	2 227
Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés	15	8
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	181	180
Immeubles de placement	275	272
Immobilisations corporelles	2 087	2 249
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	831	854
Autres actifs	758	732
Total de l'actif	217 626	239 333

Passif et capitaux propres (En millions d'euros.)	31/12/2015	31/12/2016
Passifs financiers	201 760	222 646
Détenus à des fins de transaction	8 380	8 586
Considérés dès le début comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	12 039	3 900
Au coût amorti	179 150	208 455
Dérivés de couverture	2 191	1 704
Variation de la juste valeur des positions couvertes dans le cadre de la couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille	171	204
Passifs d'impôts	197	217
Passifs d'impôts exigibles	88	124
Passifs d'impôts différés	109	93
Provisions pour risques et charges	278	207
Autres passifs	1 730	1 902
Total du passif	204 135	225 175
Total des capitaux propres	13 490	14 158
Capitaux propres des actionnaires	11 888	12 568
Instruments AT1 (additional tier-1) en capitaux propres	1 400	1 400
Intérêts de tiers	202	190
Total du passif et des capitaux propres	217 626	239 333

IV. — État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital social souscrit et libéré	Prime d'émission	Réserve pour réévaluation (actifs financiers disponibles à la vente)	Réserve de couverture (couvertures des flux de trésorerie)	Modifications aux régimes à prestations définies
2015					
Solde au début de l'exercice	8 948	895	666	-1 391	-116
Résultat net pour la période	0	0	0	0	0
Résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres	0	0	75	229	212
Sous-total des résultats réalisés et non réalisés	0	0	75	229	212
Dividendes	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Coupons sur les instruments AT1 au sein des capitaux propres	0	0	0	0	0
Impact des regroupements d'entreprises	0	0	0	0	0
Variations des intérêts de tiers	0	0	0	0	0
Modifications du scope	0	0	1	0	0
Total des variations	0	0	76	229	212
Solde au terme de la période	8 948	895	742	-1 163	97
Dont réserve pour réévaluation d'actions	—	—	223	—	—

Dont réserve pour réévaluation d'obligations	—	—	519	—	—
Dont liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes d'actifs destinés à être cédés	—	—	—	—	—
Dont liés à l'application de la méthode de mise en équivalence	—	—	14	0	0
2016					
Solde au début de l'exercice	8 948	895	742	-1 163	97
Résultat net pour la période	0	0	0	0	0
Résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres	0	0	-97	-193	-250
Sous-total des résultats réalisés et non réalisés	0	0	-97	-193	-250
Dividendes	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Coupons sur les instruments AT1 au sein des capitaux propres	0	0	0	0	0
Impact des regroupements d'entreprises	0	0	0	0	0
Variations des intérêts de tiers	0	0	0	0	0
Modifications du scope	0	0	0	0	0
Total des variations	0	0	-97	-193	-250
Solde au terme de la période	8 948	895	645	-1 356	-153
Dont réserve pour réévaluation d'actions	—	—	120	—	—
Dont réserve pour réévaluation d'obligations	—	—	525	—	—
Dont liés à l'application de la méthode de mise en équivalence	—	—	13	0	0

(En millions d'euros.)	Réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres des actionnaires	Instruments AT1 en capitaux propres	Intérêts de tiers	Total des capitaux propres
2015						
Solde au début de l'exercice	2 927	-253	11 676	1 400	260	13 336
Résultat net pour la période	2 239	0	2 239	0	180	2 419
Résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres	2	272	790	0	0	789
Sous-total des résultats réalisés et non réalisés	2 241	272	3 029	0	179	3 208
Dividendes	-2 737	0	-2 737	0	0	-2 737
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Coupons sur les instruments AT1 au sein des capitaux propres	-54	0	-54	0	0	-54
Impact des regroupements d'entreprises	-28	0	-28	0	0	-28
Variations des intérêts de tiers	0	0	0	0	-240	-240
Modifications du scope	0	0	1	0	3	4
Total des variations	-577	272	212	0	-58	154
Solde au terme de la période	2 349	19	11 888	1 400	202	13 490
Dont réserve pour réévaluation d'actions	—	—	—	—	—	—
Dont réserve pour réévaluation d'obligations	—	—	—	—	—	—
Dont liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes d'actifs destinés à être cédés	—	-2	-2	—	—	-2
Dont liés à l'application de la méthode de mise en équivalence	0	7	21	—	—	21
2016						
Solde au début de l'exercice	2 349	19	11 888	1 400	202	13 490
Résultat net pour la période	2 026	0	2 026	0	169	2 195

Résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres	0	18	-523	0	1	-522
Sous-total des résultats réalisés et non réalisés	2 025	18	1 503	0	170	1 673
Dividendes	-769	0	-769	0	0	-769
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Coupons sur les instruments AT1 au sein des capitaux propres	-54	0	-54	0	0	-54
Impact des regroupements d'entreprises	0	0	0	0	0	0
Variations des intérêts de tiers	0	0	0	0	-182	-182
Modifications du scope	0	0	0	0	0	0
Total des variations	1 203	18	680	0	-12	668
Solde au terme de la période	3 552	37	12 568	1 400	190	14 158
Dont réserve pour réévaluation d'actions	—	—	—	—	—	—
Dont réserve pour réévaluation d'obligations	—	—	—	—	—	—
Dont liés à l'application de la méthode de mise en équivalence	0	7	20	—	—	20

- En 2016, KBC Bank a payé à KBC Groupe un dividende sur 2015 de 165 millions d'euros et un dividende intérimaire de 604 millions d'euros. Comme dividende final sur 2016, KBC Bank paiera en 2017 encore un montant de 531 millions d'euros à KBC Groupe.
- En 2016, la réserve pour réévaluation (d'actifs financiers disponibles à la vente) a diminué de 97 millions d'euros, soit une hausse de 6 millions d'euros pour obligations (principalement liée à la baisse des taux à long terme mais compensée en grande partie par le rapprochement des échéances d'obligations avec réserves de réévaluation positives) et une baisse de 103 millions d'euros pour les actions (consécutive, entre autres, à la cession des actions de Visa Europe suite à l'offre publique de Visa Inc.). La réserve de couverture des flux de trésorerie a diminué de 193 millions d'euros (principalement en raison de la baisse des taux à long terme). Le poste Variation des régimes à prestation définie a diminué en 2016 de 250 millions d'euros (notamment en raison de la baisse du taux d'actualisation). En 2015, la réserve pour réévaluation (d'actifs financiers disponibles à la vente) avait augmenté de 76 millions d'euros. Cette augmentation concernait principalement des actions (augmentation de 117 millions d'euros : elle porte pour une grande partie sur des actions de Visa Europe Limited suite à l'offre publique de Visa Inc.). Cependant, il y a aussi eu une diminution pour les obligations (diminution de 42 millions d'euros). La réserve de couverture des flux de trésorerie a, quant à elle, augmenté de 229 millions d'euros en 2015.
- Écarts de conversion : les écarts de conversion ont augmenté en 2016 de 18 millions d'euros. En 2015, les écarts de conversion avaient varié de 272 millions d'euros, notamment à la suite de la liquidation de KBC Financial Holding Inc. (la perte de change sur les capitaux propres de KBC Financial Holding Inc. avait été transposée des capitaux propres vers le résultat ; influence nette de 145 millions après impôts, y compris l'effet de couverture).

V. — Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros.)	2015	2016
Activités opérationnelles		
Résultat avant impôts	2 128	2 719
Ajustements pour :	327	15
Résultat avant impôts relatifs aux activités abandonnées	0	0
Réductions de valeur et amortissements sur immobilisations (in)corporelles, immeubles de placement et titres	467	177
Profit/perte réalisé sur la cession d'investissements	- 12	- 10
Variation des réductions de valeur sur prêts et avances	323	126
Variation des autres provisions	- 223	- 10
Autre bénéfice ou perte non réalisé	- 206	- 244
Résultat provenant des entreprises associées et coentreprises	- 21	- 23
Flux de trésorerie liés au bénéfice d'exploitation avant impôts et variations des actifs et passifs d'exploitation	2 456	2 735
Variations des actifs d'exploitation (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	- 1 462	- 2 410
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	1 639	716
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	1 849	2 290
Actifs financiers disponibles à la vente	- 2 121	- 773
Prêts et créances	- 3 677	- 4 773
Dérivés de couverture	590	104
Actifs d'exploitation liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés et autres actifs	259	26
Variations des passifs d'exploitation (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	8 972	18 042
Dépôts au coût amorti	9 301	14 460
En dettes représentées par un titre au coût amorti	- 759	12 106
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	157	156

Passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats	1 392	-7 621
Dérivés de couverture	- 988	- 867
Passifs d'exploitation liés à des groupes d'actifs destinés à être cédés et autres passifs	- 131	- 192
Impôts sur le résultat payés	- 311	- 295
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités opérationnelles	9 654	18 072
Activités d'investissement		
Achat de titres détenus jusqu'à l'échéance	- 3 190	- 2 279
Produits du remboursement de titres échus détenus jusqu'à l'échéance	1 758	1 430
Acquisition d'une filiale ou d'une unité commerciale, net de la trésorerie acquise (y compris une augmentation de participation)	-4	0
Produits de la cession d'une filiale ou d'une unité commerciale, net de la trésorerie cédée (y compris une diminution de participation)	0	0
Achat d'actions dans des entreprises associées et coentreprises	0	0
Produits de la cession d'actions dans des entreprises associées et coentreprises	0	0
Dividendes perçus d'entreprises associées et coentreprises	23	22
Acquisition d'immeubles de placement	- 5	- 35
Produits de la vente d'immeubles de placement	11	26
Acquisition d'immobilisations incorporelles (hors goodwill)	- 61	- 81
Produits de la vente d'immobilisations incorporelles (hors goodwill)	7	8
Acquisition d'immobilisations corporelles	- 499	- 671
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	220	243
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités d'investissement	- 1 739	- 1 335
Activités de financement		
Achat ou vente d'actions propres	0	0
Émission ou remboursement de billets à ordre et autres titres de créance	- 475	-1 234
Produits ou remboursement de dettes subordonnées	- 279	1 074
Paievements en principal relatifs aux obligations de location-financement	0	0
Produits de l'émission de capital social	0	0
Produits de l'émission d'actions privilégiées/AT1	0	0
Dividendes versés	- 2 719	- 823
Flux de trésorerie nets relatifs aux activités de financement	- 3 544	- 983
Mutation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Augmentation ou diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	4 371	15 754
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	6 523	10 998
Effets des variations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	104	19
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	10 998	26 771
Informations complémentaires		
Intérêts versés ²	-2 930	-2 512
Intérêts perçus ²	6 605	6 147
Dividendes perçus (y compris entreprises mises en équivalence)	43	49
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Trésorerie et soldes avec les banques centrales	7 038	20 148
Prêts et avances aux banques remboursables à la demande et prêts à terme aux banques à moins de trois mois	6 551	11 646
Dépôts à vue de banques remboursables à la demande et remboursables immédiatement	-2 591	-5 023
Trésorerie et équivalents de trésorerie inclus dans les groupes d'actifs destinés à être cédés	0	0
Total	10 998	26 771
Dont indisponibles	0	0

- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont rapportés selon la méthode indirecte.
- En 2016 et 2015, il n'y a pas eu d'acquisitions ou de cessions importantes d'entreprises du groupe ou d'activités.
- Le 30 décembre 2016, nous sommes toutefois parvenus à un accord avec la Banque nationale de Grèce sur l'acquisition par KBC de 99,9 % de United Bulgarian Bank (UBB) et 100 % d'Interlease. UBB est, en termes d'actifs, la troisième banque de Bulgarie et Interlease est le numéro deux de la fourniture de services de leasing dans ce pays. KBC était déjà présente depuis 2007 dans le secteur bancaire bulgare via CIBANK. L'alliance entre UBB et CIBANK donnera naissance au troisième groupe bancaire de Bulgarie en termes d'actifs. La clôture de l'opération d'acquisition n'est attendue qu'au second semestre 2017. L'impact attendu au niveau des flux de trésorerie en ce qui concerne les activités d'investissement du prix d'acquisition intégralement réglé en espèces s'établit à -0,6 milliard d'euros.

VI. — Annexes aux méthodes comptables**Annexe 1.1. – Attestation de conformité**

Le Conseil d'administration a approuvé la publication des comptes annuels consolidés de KBC Bank SA, y compris toutes les annexes, le 16 mars 2017. Les comptes annuels consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'approuvées par l'UE (endorsed IFRS), et présentent des informations comparatives sur une année. Tous les montants sont exprimés et arrondis en millions d'euros. Les normes IFRS suivantes (ayant une influence sur KBC) sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2016 et ont été appliquées au présent rapport.

- Modification de la norme IAS 1 (présentation des comptes annuels consolidés) relativement à l'Initiative concernant les informations à fournir (Disclosure Initiative) : donne plus d'explications sur la manière dont les états financiers doivent être établis, dans le but de se concentrer sur les éléments importants et donc d'éliminer les informations superflues qui nuisent à la compréhension. Voir dans la suite de cette section. D'autre part, il est exigé que la part regroupée dans les résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres des entreprises associées et coentreprises soit présentée séparément. Il convient également de scinder cette part en fonction de la comptabilisation ou non par le biais du compte de résultats. Les montants indiqués dans les autres composantes des Résultats non réalisés reconnus dans les capitaux propres ne tiennent pas conséquent pas compte de la part des entreprises associées et des coentreprises. Nous avons également adapté les chiffres de référence pour 2015.

Les normes IFRS suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore d'application au 31 décembre 2016. KBC appliquera ces normes dès qu'elle y sera tenue.

IFRS 9

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 (Instruments financiers) portant sur la classification et l'évaluation des instruments financiers en remplacement des exigences en la matière dans la norme IAS 39 actuelle (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation). La date d'entrée en vigueur de la norme IFRS 9 est le 1^{er} janvier 2018. Un projet concernant la norme IFRS 9 était en cours chez KBC depuis un certain temps. En 2016, il est passé de la phase de développement à la phase d'exécution qui se poursuivra en 2017. Il s'articule autour de deux piliers : classification et valorisation d'une part et réductions de valeur d'autre part, chapeautées par une partie globale ayant trait à l'impact sur le reporting et les notes explicatives. Le projet, piloté par le département Finance (en association avec Credit Risk pour ce qui concerne les réductions de valeur) se déroule au niveau du groupe et en local. Il implique tous les départements et entités concernés. Dans le cadre du projet, un modèle opérationnel IFRS 9 a pratiquement été entièrement développé à l'échelle du groupe en 2016 et sera mis en pratique en 2017. À l'heure actuelle, KBC prévoit d'utiliser les mesures transitoires relatives aux informations comparatives à la date de la première application mais présentera probablement un certain nombre de chiffres de comparaison pro-forma pour les éléments déterminants.

Classification et valorisation : pour les actifs financiers, la classification et la valorisation selon IFRS 9 dépendront du modèle d'entreprise spécifique et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument. Le projet se trouve aujourd'hui dans une phase où tous les modèles d'entreprise ont été identifiés, analysés et documentés. C'est également le cas, en grande partie, pour les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Nous nous attendons pour l'heure à ce que l'impact de la première application (sur la base des conditions de marché actuelles, de la réglementation, des interprétations, des hypothèses et des lignes directrices) reste limité (sous réserve de vérification par le réviseur). Le principal impact attendu est l'éventualité d'un glissement au sein du portefeuille trésorerie (de Disponible à la vente vers Au coût amorti), la comptabilisation des bénéfices et pertes non réalisés sur quelques investissements limités qui n'ont pas réussi le test relatif aux caractéristiques des flux de trésorerie contractuels, et la reprise des réserves disponibles à la vente gelées. Ces réserves disponibles à la vente gelées existaient sous la norme IAS 39 en raison des reclassifications historiques de Disponibles à la vente vers Détenus jusqu'à l'échéance ou vers Prêts et créances mais doivent être inversées suite au passage à la norme IFRS 9.

En matière de passifs financiers, IFRS 9 modifie la présentation des bénéfices et des pertes engendrés par le risque crédit propre pour les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats. Pour cette partie, KBC appliquera la norme IFRS 9 anticipativement, à partir du 1^{er} janvier 2017, date à partir de laquelle les bénéfices et les pertes générés par le risque de crédit propre seront repris dans les Résultats non réalisés. Selon nos prévisions, l'influence de cette application anticipée sera minime étant donné l'influence limitée du risque de crédit propre à l'heure actuelle.

Réductions de valeur d'actifs financiers : en 2016, nous avons poursuivi l'affinement des directives IFRS 9 pour les réductions de valeur et le développement de modèles. Différents modèles IFRS 9 ont déjà été développés sur la base des modèles de Bâle existants. L'implémentation des modèles dans le moteur de calcul se déroule comme prévu, et tournera en double run à partir de juin 2017. Les actifs financiers qui font l'objet de réductions de valeur sont répartis en trois catégories :

- Étape 1 : performing ;
- Étape 2 : underperforming, dans laquelle les pertes sur crédits attendues doivent être calculées sur l'intégralité de la durée résiduelle ;
- Étape 3 : non-performing ou impaired.

KBC a défini des pratiques et des procédures afin d'établir à la fin de chaque période de rapport si le risque de crédit a augmenté de façon significative et exige, par conséquent donc un staging (passage d'une étape à la suivante). Pour le portefeuille de crédits, ce passage à l'étape suivante se fait selon une approche plurielle, sur la base d'une note de crédit interne, de restructurations de crédit, d'une évaluation collective ou du nombre de jours d'impayés. Une approche plurielle similaire sera appliquée au portefeuille d'investissement à la différence près que KBC souhaite faire usage de la dispense relative au faible risque de crédit. Cela signifie que l'on part du principe que toutes les obligations avec un PD 1 à 3 se trouvent à l'étape 1 sauf si d'autres facteurs donnent une autre indication. Pour les étapes 1 et 2, KBC comptabilise sur la base de la norme IAS 39 les réductions de valeur incurred but not reported (IBNR) qui sont influencées par les périodes d'émergence. Sous la norme IFRS 9, les réductions de valeur sur actifs financiers sont calculées sur la base de la perte de crédit attendue sur 12 mois pour l'étape 1 et sur la base de la perte de crédit attendue sur la durée résiduelle pour l'étape 2. Par conséquent, les réductions de valeur devraient augmenter. Nous n'attendons pas un impact important à l'étape 3. Aussi bien les critères de fixation des étapes que le calcul des pertes de crédit attendu se basent sur des informations prospectives. Divers facteurs macro-économiques sont pris en compte et, pour évaluer une série de résultats probables, KBC envisage pour l'instant l'utilisation de trois scénarios. KBC anticipe de pouvoir communiquer des estimations d'impact en même temps que les résultats semestriels 2017. L'impact de la première application dépend du cadre réglementaire et du contexte économique du moment et de la composition des portefeuilles. Les réductions de valeur sous IFRS 9 différeront des exigences prudentielles actuelles pour les raisons suivantes :

- application d'une évaluation through-the-cycle pour des motifs prudentiels par rapport à une évaluation point-in-time sous IFRS 9 ;
- application d'une évaluation d'un PD de 12 mois pour des motifs prudentiels par rapport à un PD lifetime sous IFRS 9 (aux étapes 2 et 3) ;
- ajout de seuils prudentiels et d'adaptations à la baisse des évaluations de PD, EAD et LGD pour des motifs prudentiels.

Comptabilité de couverture : KBC a l'intention d'utiliser l'option de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilité de couverture et d'attendre l'IASB pour les développements futurs relatifs au macro hedging.

IFRS 15

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients) relative à la comptabilisation des recettes. IFRS 15 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018. L'analyse d'impact sera terminée prochainement. KBC a identifié les contrats concernés et les a examinés par rapport au nouveau modèle pour la comptabilisation des recettes selon l'approche en cinq étapes, en mettant l'accent sur (i)

l'identification des obligations de prestations et (ii) la rémunération variable de quelques conventions de gestion patrimoniale. Comme attendu, aucun effet important n'a été identifié.

IFRS 16

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 (Contrats de location) applicable à dater du 1^{er} janvier 2019. La nouvelle norme ne modifie guère le traitement comptable du leasing pour les prestataires de leasing et, selon les attentes, les conséquences comptables pour KBC resteront limitées. L'analyse d'impact est en cours.

Autres

Dans le courant de l'année 2016, l'IASB a publié quelques adaptations minimales aux normes IFRS existantes. Leur application sera mise en œuvre dès que cela sera obligatoire, mais l'impact est jusqu'ici jugé négligeable.

Annexe 1.2. – Principales méthodes comptables

a. — Critères de consolidation et d'inclusion dans les comptes consolidés selon la méthode de mise en équivalence

La méthode de consolidation par intégration globale est appliquée à toutes les entités (importantes) (y compris les structured entities) sur lesquelles la société consolidante exerce, directement ou indirectement, un contrôle (ainsi que le définit la norme IFRS 10).

Les entreprises (importantes) sur lesquelles un contrôle conjoint est exercé directement ou indirectement sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence (IFRS 11). La méthode de mise en équivalence est également appliquée aux participations (importantes) dans des sociétés associées (sociétés sur la gestion desquelles KBC exerce une influence déterminante). Ainsi que l'autorise la norme IAS 28, des participations détenues par des sociétés à capital-risque sont classifiées comme étant détenues à des fins de transaction (évaluées à la juste valeur par le biais du compte de résultats). Les changements de direction dans une participation (qui ne débouchent pas sur une perte de contrôle) sont traités comme une mutation au sein des capitaux propres et n'ont aucune influence sur le goodwill et le résultat

b. — Effets des variations de change

Les actifs et passifs monétaires, libellés dans des monnaies étrangères, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change au comptant en vigueur à la date de clôture des comptes. Les écarts d'évaluation positifs et négatifs, à l'exception de ceux qui se rapportent au financement d'actions et de participations dans des entreprises consolidées, en monnaies étrangères, sont inscrits dans le compte de résultats.

Les éléments non monétaires, évalués sur la base de leur coût historique, sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de la date de transaction.

Les éléments non monétaires, évalués à la juste valeur, sont convertis sur la base du cours au comptant en vigueur le jour où la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion sont présentés conjointement avec les fluctuations de la juste valeur.

Les produits et charges en monnaies étrangères sont pris en résultat au cours en vigueur au moment de leur intégration.

Les bilans des filiales étrangères sont convertis dans la monnaie du rapport (euro) au cours au comptant en vigueur à la date de clôture des comptes (à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique). Le compte de résultats est converti au cours moyen de l'exercice, en tant que meilleure approche du cours de change de la date de transaction.

Les écarts résultant de l'utilisation d'un cours différent pour les éléments de l'actif et du passif, d'une part, et les éléments des capitaux propres, d'autre part, sont imputés (conjointement avec les écarts de cours – après impôts différés – sur les emprunts conclus en vue du financement des participations en monnaies étrangères), pour la part de KBC, aux capitaux propres.

c. — Actifs et passifs financiers (IAS 39)

Un actif ou un passif financier est porté au bilan au moment où KBC devient une partie concernée au niveau des provisions contractuelles des instruments. L'acquisition et la vente de tous les actifs financiers réglés selon les conventions de marché standard sont inscrites au bilan à la date de règlement. Tous les actifs et passifs financiers – y compris les dérivés – doivent être inscrits au bilan sur la base des classifications fixées par la norme IAS 39. Chaque classification exige une évaluation spécifique.

La norme IAS 39 reconnaît les classifications suivantes :

- Prêts et créances : tous les actifs financiers non dérivés avec paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.
- Investissements détenus jusqu'à l'échéance : tous les actifs financiers non dérivés avec une échéance finale déterminée et des paiements fixes ou déterminables que KBC a la ferme intention et la capacité financière de conserver jusqu'à leur échéance.
- Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats : cette catégorie comprend les actifs financiers détenus à des fins de transaction ainsi que tout autre actif financier considéré dès le début comme évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JV ; abrégé dans les diverses annexes en Évalué à la juste valeur). Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs financiers détenus en vue d'une vente à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs de cette catégorie. Tous les instruments financiers dérivés ayant une valeur de remplacement positive sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction sauf s'ils ont été qualifiés d'instruments de couverture effectifs. Les actifs JV sont évalués de la même manière que les actifs financiers détenus à des fins de transaction. KBC peut appliquer cette option de la juste valeur lorsque celle-ci procure des informations plus pertinentes. Ceci permet en effet d'éliminer ou de limiter considérablement les incohérences d'évaluation ou d'inclusion (aussi appelées inadéquation comptable), qui proviendraient de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de l'intégration des bénéfices ou pertes réalisés sur ceux-ci sur des bases différentes. L'option de la juste valeur peut également être appliquée aux actifs financiers avec instruments financiers dérivés incorporés.
- Actifs financiers disponibles à la vente : tous les actifs financiers non dérivés qui n'entrent pas dans l'une des catégories précitées. Ces actifs sont évalués à la juste valeur, toutes les fluctuations de la juste valeur étant comptabilisées en capitaux propres jusqu'à la réalisation des actifs ou jusqu'au moment où surviennent des réductions de valeur. Dans ce cas, les résultats de réévaluation sont cumulés dans le compte de résultats.
- Les passifs détenus à des fins de transaction sont des dettes détenues dans l'intention d'un rachat à court terme. Tous les instruments financiers dérivés ayant une valeur de remplacement négative sont considérés comme des passifs détenus à des fins de transaction, sauf s'ils ont été qualifiés de dérivés de couverture effectifs. Ces passifs sont évalués à la juste valeur, toutes les fluctuations de la juste valeur étant inscrites au compte de résultats
- Passifs financiers considérés dès le début comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultats (JV) : ces passifs financiers sont évalués de la même manière que les passifs détenus à des fins de transaction. L'option de la juste valeur peut être utilisée de la même manière que pour les actifs JV.
- Autres passifs financiers : toutes les autres dettes financières non dérivées qui n'appartiennent pas à l'une des catégories précitées. Ces passifs sont évalués au coût amorti.
- Dérivés de couverture : dérivés utilisés en tant qu'instruments de couverture.

Les instruments financiers sont proposés au dirty price. Cela signifie que les intérêts proratisés sont présentés dans le même poste que les instruments financiers pour lesquels ces intérêts ont été proratisés.

KBC applique les règles générales suivantes :

Créances classifiées en tant que Prêts et créances

Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, y compris les frais de transaction. Les prêts avec échéance fixe sont ensuite évalués au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif, c'est-à-dire le taux d'intérêt qui actualise tous les flux de trésorerie futurs escomptés de la créance à la valeur comptable nette. Ce taux d'intérêt tient compte de tous les frais de transaction et rémunérations y afférents. Les prêts sans échéance fixe sont évalués au coût amorti. Les réductions de valeur sont comptabilisées pour les créances pour lesquelles – soit individuellement, soit sur la base du portefeuille – des réductions de valeur ont été constatées à la date de clôture des comptes. Cette indication est déterminée à l'aide de la Probability of Default (PD). Les caractéristiques des crédits telles que le type de crédit, la branche d'activité à laquelle appartient l'emprunteur, la situation géographique de l'emprunteur et d'autres caractéristiques essentielles pour le profil de risque d'un emprunteur, sont utilisées pour la détermination de la PD. Les crédits qui partagent une même PD affichent par conséquent un profil de risque de crédit similaire.

- Les prêts et créances affichant une PD de 12 (crédits douteux individuels présentant la PD la plus élevée) sont testés individuellement sur une réduction de valeur (et éventuellement amortis individuellement). Le montant de la réduction de valeur est déterminé comme étant la différence entre la valeur comptable des prêts et leur valeur actuelle nette.
- Les prêts et créances affichant une PD de 10 ou 11 sont également considérés comme des crédits douteux individuels. Les prêts importants sont testés individuellement. Le montant de la réduction de valeur est déterminé comme étant la différence entre la valeur comptable des prêts et leur valeur actuelle. Les prêts moins importants sont testés sur une base statistique. Le montant de la réduction de valeur selon la méthode statistique est basé sur les modèles AIRB (Advanced Internal Rating Base) ($PD \times LGD \times EAD$).
- Les prêts et créances affichant une PD inférieure à 10 sont considérés comme des crédits normaux. Les pertes Incurred but not reported (IBNR) sont reprises pour les crédits affichant une PD de 1 à 9 inclus. Ces pertes IBNR sont essentiellement basées sur les modèles AIRB ($PD \times LGD \times EAD$) avec corrections de tous les paramètres afin de refléter le caractère point in time des pertes IBNR. La correction majeure porte sur la PD : l'horizon de temps de la PD est écourté sur la base de la période d'émergence. La période d'émergence est la période entre l'apparition d'un événement qui entraînera une réduction de valeur et le moment où KBC découvre cet événement. Elle est fonction de la fréquence de révision, de la situation et de la relation avec les contreparties. La période d'émergence se situe entre 1 et 12 mois pour les portefeuilles retail et ces limites s'élèvent à respectivement 1 et 11 mois pour les portefeuilles corporate. En moyenne, les périodes d'émergence sont plus courtes pour les portefeuilles corporate que pour les portefeuilles retail.

Dans le cas d'une réduction de valeur, la valeur comptable du prêt est diminuée par le biais d'un compte spécifique pour réductions de valeur et la perte est inscrite au compte de résultats. Si, par la suite, le montant des réductions de valeur estimées augmente ou diminue en raison d'un événement qui s'est produit après que les réductions de valeur ont été reconnues, la réduction de valeur actée auparavant est majorée ou diminuée par le biais de l'ajustement du compte spécifique des réductions de valeur. Les prêts et montants connexes repris sur les comptes spécifiques pour réductions de valeur sont amortis lorsqu'il n'existe pas de perspective réaliste de récupération future ou lorsque le prêt fait l'objet d'une remise de dette. Un prêt renégocié continue de faire l'objet d'un test de dépréciation, celle-ci étant calculée sur la base du taux d'intérêt effectif initial du prêt. Pour les passifs hors bilan (crédits d'engagement) qui sont classés comme étant incertains ou non recouvrables et douteux, des provisions sont portées au bilan si les conditions générales de la norme IAS 37 ont été remplies et si le critère de la prépondérance des probabilités a été respecté. Ces provisions sont ensuite comptabilisées à leur valeur actuelle nette.

Les intérêts sur les crédits auxquels des réductions de valeur ont été appliquées sont calculés sur la base du taux d'intérêt contractuel servant à calculer la réduction de valeur.

Titres

En fonction du fait qu'ils ont été ou non négociés sur un marché actif et de l'intention à l'acquisition, les titres sont classifiés en tant que Prêts et créances, Investissements détenus jusqu'à l'échéance, Actifs financiers détenus à des fins de transaction, Actifs JV ou Actifs financiers disponibles à la vente. Les titres classifiés en tant que Prêts et créances ou Investissements détenus jusqu'à l'échéance sont initialement évalués à la juste valeur, y compris les frais de transaction. Ils sont ensuite évalués au coût amorti. La différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est comptabilisée en tant qu'intérêts et prise en résultat sur la durée des titres restant à courir. La prise en résultat s'effectue sur une base actuarielle, calculée sur le taux d'intérêt effectif à l'acquisition. Des réductions de valeur individuelles sur des titres classifiés en tant que Prêts et créances ou en tant que Titres détenus jusqu'à l'échéance sont – selon la même méthode que pour les créances susmentionnées – comptabilisées si des réductions de valeur ont été constatées à la date de clôture du bilan. Les titres classifiés en tant qu'Actifs financiers détenus à des fins de transaction sont initialement évalués à la juste valeur hors frais de transaction et ensuite à la juste valeur, toutes les fluctuations de la juste valeur étant comptabilisées dans le compte de résultats. Les titres classifiés en tant qu'Actifs JV qui ne sont pas détenus à des fins de transaction sont évalués de la même manière que les Actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Les titres classifiés en tant qu'Actifs financiers disponibles à la vente sont initialement évalués à leur juste valeur, y compris les frais de transaction, et ensuite à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur faisant l'objet d'un poste séparé dans les capitaux propres jusqu'à la vente des titres ou jusqu'au moment où ils accusent une réduction de valeur. Dans ce cas, les résultats de réévaluation cumulatifs sont transférés des capitaux propres au résultat de l'exercice. Les réductions de valeur sont comptabilisées lorsqu'elles ont été constatées. En ce qui concerne les actions cotées et les autres titres à revenu variable, une indication de réduction de valeur est déterminée sur la base d'une baisse notable (plus de 30 %) ou durable (plus d'un an) de la juste valeur. En ce qui concerne les titres à revenu fixe, la réduction de valeur est déterminée sur la base de la récupérabilité de la valeur d'acquisition. Les réductions de valeur sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice. En ce qui concerne les actions et autres titres à revenu variable, les reprises de réductions de valeur s'effectuent par le biais d'un poste séparé des capitaux propres. Les reprises de réductions de valeur sur des titres à revenu fixe s'effectuent par le biais du compte de résultats. Toutefois, lorsqu'il ne peut pas être démontré objectivement que l'origine de la réduction de valeur durable n'existe plus (l'événement qui est à l'origine de la réduction de valeur n'a pas totalement disparu), chaque augmentation de la juste valeur est reprise aux capitaux propres. La comptabilisation en capitaux propres cesse lorsque l'indication de réduction de valeur n'existe plus. La réduction de valeur est alors totalement reprise au résultat avec comptabilisation aux capitaux propres de chaque variation de la juste valeur.

Dérivés

Tous les dérivés sont classifiés en tant qu'actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction, sauf s'ils ont été qualifiés de dérivés de couverture effectifs. Les dérivés détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur étant comptabilisées dans le résultat de l'exercice. Les dérivés détenus à des fins de transaction ayant une valeur de remplacement positive et négative sont portés respectivement à l'actif du bilan et au passif du bilan.

Montants dus

Les dettes qui découlent de dépôts ou d'emprunts de fonds sont portées au bilan au coût amorti. La différence entre les fonds mis à disposition et la valeur nominale est portée au compte de résultats prorata temporis. L'intégration s'effectue sur une base actualisée en fonction du pourcentage d'intérêt réel.

Dérivés incorporés dans les contrats

Les dérivés incorporés dans les contrats qui sont évalués sur une base pro rata temporis (Investissements détenus jusqu'à l'échéance, Prêts et créances, Autres passifs financiers) ou qui sont évalués à la juste valeur avec fluctuations de la juste valeur dans les capitaux propres (Actifs financiers disponibles à la vente) sont séparés du contrat et évalués à la juste valeur (les fluctuations de la juste valeur étant comptabilisées dans le résultat de l'exercice) si, au moment où KBC acquiert le contrat, l'on juge que le risque du produit dérivé incorporé n'est pas étroitement lié au risque du contrat de base. Le risque ne peut être réévalué par la suite, sauf dans le cas de modifications des conditions du contrat, ayant un impact substantiel sur les flux de trésorerie du contrat. Les contrats avec dérivés incorporés sont toutefois essentiellement classifiés en tant qu'actifs JV, de sorte qu'une

séparation de l'instrument financier dérivé incorporé devient inutile étant donné que le corps de l'instrument financier est évalué à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur étant inscrites dans le résultat de l'exercice.

Comptabilité de couverture (hedge accounting)

KBC applique la comptabilité de couverture si toutes les conditions exigées ont été remplies (selon les exigences en matière de comptabilité de couverture qui n'ont pas été supprimées dans la version modifiée de la norme IAS 39, la version carve-out telle qu'approuvée par l'UE). Les conditions sont les suivantes : la présence d'une documentation formelle de la relation de couverture dès le début de la couverture ; la très grande efficacité attendue de la couverture ; la possibilité de mesurer l'efficacité de la couverture de manière fiable ; et la mesure continue pendant la période de rapport pendant laquelle la couverture peut être qualifiée d'efficace. En ce qui concerne les couvertures à la juste valeur, tant les dérivés de couverture de risque que les positions couvertes sont évalués à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur étant inscrites au compte de résultats. Les intérêts proratisés des swaps de taux d'intérêt sont repris dans les revenus nets d'intérêts. La transaction de couverture est interrompue si les conditions régissant les transactions de couverture ne sont plus remplies ou si l'instrument de couverture échoit ou est vendu. Dans ce cas, les résultats de réévaluation de la position couverte (dans le cas d'instruments financiers à revenu fixe) sont comptabilisés dans le compte de résultats de l'exercice sur une base pro rata temporis jusqu'à l'échéance finale. KBC applique les transactions de couverture à la juste valeur du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille afin de couvrir le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille de prêts et de dépôts d'épargne par des swaps de taux d'intérêt. Les swaps de taux d'intérêt sont évalués à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur étant inscrites au compte de résultats. Les intérêts proratisés de ces swaps de taux d'intérêt sont repris dans les revenus nets d'intérêts. Le montant couvert des prêts est également évalué à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur étant inscrites au compte de résultats. La juste valeur du montant couvert fait l'objet d'un poste séparé dans les actifs inscrits au bilan. KBC applique la version modifiée de l'IAS 39 afin d'éviter toute inefficacité consécutive aux remboursements anticipés, tant qu'il est question d'une sous couverture (underhedging). En cas de couverture inefficace, la fluctuation cumulée de la juste valeur du montant couvert sera amortie dans le compte de résultats, et ce sur la durée résiduelle des actifs couverts, ou immédiatement sortie du bilan si l'inefficacité provient du fait que les prêts concernés ne sont plus reconnus.

En ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie, les instruments financiers dérivés de couverture des risques sont évalués à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur imputables à la part efficace de la couverture faisant l'objet d'un poste séparé dans les capitaux propres. Les intérêts proratisés des swaps de taux d'intérêt sont repris dans les revenus nets d'intérêts. La part inefficace de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultats. La transaction de couverture est interrompue si les conditions régissant la comptabilité de couverture ne sont plus remplies. Dans ce cas, les dérivés sont considérés en tant que dérivés détenus à des fins de transaction et sont évalués comme tels.

Le financement en monnaies étrangères de l'actif net d'une participation étrangère est traité comme une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Cette forme de comptabilité de couverture est appliquée aux participations qui ne sont pas libellées en euros. Les écarts de conversion (tenant compte des impôts différés) sur le financement sont inscrits aux capitaux propres, conjointement avec les écarts de conversion sur l'actif net.

Contrat de garantie financière

Un contrat de garantie financière est un contrat sur la base duquel l'émetteur est contraint d'effectuer certains paiements afin de compenser le titulaire d'une perte subie par lui parce qu'un débiteur déterminé ne respecte pas son obligation de paiement en vertu des conditions initiales ou révisées d'une reconnaissance de dette.

Initialement évalué à la juste valeur, un contrat de garantie financière est ensuite évalué au plus élevé des deux montants suivants :

- 1 montant déterminé conformément à la norme IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels ; et
- 2 montant initialement comptabilisé, diminué, le cas échéant, de l'amortissement cumulatif imputé conformément à la norme IAS 18 Produits des activités ordinaires.

Ajustements de la juste valeur (market value adjustments)

Les ajustements de la juste valeur sont comptabilisés sur tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, les fluctuations de la juste valeur étant inscrites dans le compte de résultats ou dans les capitaux propres. Ces ajustements de la juste valeur comprennent tous les frais de dénouement, les corrections pour instruments ou marchés moins liquides, les corrections associées aux valorisations mark-to-model, les corrections consécutives au risque de contrepartie et les corrections pour coûts de financement.

d. — Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Le goodwill est considéré comme la part des frais d'acquisition en plus de la juste valeur des actifs identifiables acquis, du passif et du passif conditionnel, tels qu'estimés à la date d'acquisition. Il est comptabilisé en tant qu'immobilisation incorporelle et évalué à son coût minoré des réductions de valeur. Le goodwill n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation annuel au minimum ou si des indications internes ou externes existent en ce sens. Des réductions de valeur sont appliquées si la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie auxquelles appartient le goodwill est supérieure à sa valeur récupérable. Les réductions de valeur sur goodwill ne peuvent pas être reprises. Pour chaque nouveau regroupement d'entreprises, KBC doit faire un choix en ce qui concerne l'évaluation des participations minoritaires, soit à la juste valeur, soit selon leur part proportionnelle dans les capitaux propres. Le choix à opérer détermine le montant du goodwill.

Les logiciels sont – si les conditions de comptabilisation en tant qu'actif sont remplies – comptabilisés dans les immobilisations incorporelles. Les logiciels de système sont portés à l'actif et suivent le rythme d'amortissement du matériel (soit trois ans) à partir du moment où ils sont utilisables. Les logiciels standard, de même que les logiciels sur mesure développés par des tiers, sont portés à l'actif et sont amortis linéairement sur cinq ans à partir du moment où ils sont utilisables. Les frais de développement internes et externes de logiciels de projets d'investissement générés en interne sont portés à l'actif et sont amortis linéairement sur cinq ans et sur huit ans pour les systèmes essentiels ayant une durée de vie économique plus longue. Les projets d'investissement sont des projets à grande échelle qui introduisent ou remplacent un objectif ou modèle d'entreprise important. Les frais de recherche internes et externes liés à ces projets ainsi que tous les frais des autres projets ICT relatifs aux logiciels générés en interne (autres que des projets d'investissement) sont immédiatement comptabilisés dans le résultat de l'exercice.

e. — Immobilisations corporelles (y compris les immeubles de placement)

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition (y compris les frais d'acquisition directement attribuables), déduction faite des amortissements cumulatifs et réductions de valeur. Les taux d'amortissement sont déterminés sur la base de la durée de vie économique prévue et sont appliqués selon la méthode linéaire dès que les actifs sont prêts à l'emploi. Des réductions de valeur sont comptabilisées s'il y a des indications de réduction de valeur et si la valeur comptable des actifs est supérieure à leur valeur récupérable (soit la valeur la plus élevée de la valeur d'exploitation ou du prix de vente moins les frais de vente). Les réductions de valeur comptabilisées peuvent être reprises par le biais du compte de résultats. En cas de vente d'immobilisations corporelles, les pertes ou bénéfices réalisés sont immédiatement portés au résultat de l'exercice. En cas de destruction, le montant restant à amortir est immédiatement porté au compte de résultats.

Les règles comptables régissant les immobilisations corporelles s'appliquent également aux immeubles de placement. Les coûts de financement externes qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un actif sont portés à l'actif en tant qu'élément des charges de cet actif. Tous les autres coûts de financement sont imputés en tant que charges pendant la période au cours de laquelle ils ont été contractés. Il y a inscription à l'actif dès que des charges sont contractées pour un actif, que des coûts de financement sont contractés et que des activités sont exercées afin de préparer l'actif à l'usage visé ou à la vente. Si le processus est interrompu, les coûts de financement ne sont plus portés à l'actif. L'inscription à l'actif des coûts de financement cesse lorsque toutes les activités visant à préparer l'actif à l'usage visé ou à la vente sont terminées.

f. — Obligations en matière de prestations de retraite

Les obligations en matière de prestations de retraite sont comptabilisées sous les Autres passifs et portent sur les engagements en matière de pensions de retraite et de survie, de prépensions et d'autres pensions ou rentes similaires. Les régimes à prestations définies sont des plans par lesquels KBC a une obligation légale ou constructive de verser des contributions complémentaires au fonds de pension si ce fonds détient des actifs insuffisants au paiement de toutes les obligations envers le personnel pour ses services actuels et passés.

Les passifs de pension résultant de ces plans pour le personnel sont calculés selon la norme IAS 19 à l'aide de la Projected Unit Credit Method, prévoyant que chaque période de prestation de services donne un droit complémentaire à la pension.

Les mouvements d'actifs ou de passifs nets en matière de régimes à prestations définies sont traités dans les charges d'exploitation (charges de retraite attribuées à l'année de services), les charges d'intérêts (charges d'intérêts nettes) et les résultats non réalisés comptabilisés dans les capitaux propres (nouveaux calculs).

g. — Passifs d'impôt

Ce poste comprend les passifs d'impôts exigibles et différés. Les passifs d'impôts exigibles sont déterminés sur la base du montant à payer estimé, calculé aux taux d'imposition en vigueur à la date de clôture des comptes. Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif. Ils sont calculés aux taux d'imposition en vigueur au moment de la réalisation des actifs ou des passifs sur lesquels ils portent et qui reflètent les conséquences fiscales de la manière dont l'entité prévoit de récupérer ou de liquider la valeur comptable des actifs ou passifs sous-jacents à la date du bilan. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles, sur lesquels il sera possible d'imputer ces différences temporelles déductibles.

h. — Provisions

Les provisions sont portées au bilan :

- s'il existe une obligation (contraignante en droit ou de fait) à la date du bilan basée sur un événement passé ; et
- s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- si le montant de l'obligation peut être évalué de manière fiable.

i. — Capitaux propres

Les capitaux propres sont l'actif net après déduction de tous les passifs.

La norme IAS 32 fait une distinction entre les instruments de capitaux propres et les instruments financiers.

Les résultats de réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés dans les capitaux propres jusqu'à la cession ou à la réduction de valeur des actifs. Les résultats de réévaluation cumulés sont transférés au résultat de l'exercice.

Les options put sur participations minoritaires (et, si d'application, les combinaisons d'options put et d'options call dans les contrats forward) sont actées en tant que passifs financiers à la valeur actuelle de leur prix d'exercice. La participation minoritaire correspondante est sortie des capitaux propres. En cas de modification de la part dans les capitaux propres détenue par les participations minoritaires, KBC adapte la valeur comptable des participations majoritaires et minoritaires afin de refléter les variations dans leurs intérêts relatifs dans les sociétés consolidées. KBC impute aux capitaux propres toute différence entre le montant de la variation des participations minoritaires et la juste valeur de la rémunération payée ou reçue et l'attribue au détenteur de la participation majoritaire.

j. Taux de change utilisés*

	Taux de change au 31-12-2016		Moyenne de taux de change en 2016	
	1 EUR = monnaie étrangère	Variation par rapport au 31/12/2015 positive : appréciation face à l'EUR négative : dépréciation face à l'EUR	1 EUR = monnaie étrangère	Variation par rapport à la moyenne de 2015 positive : appréciation face à l'EUR négative : dépréciation face à l'EUR
CZK	27,021	0 %	27,042	1 %
GBP	0,85618	-14 %	0,81760	-11 %
HUF	309,83	2 %	312,17	-1 %
USD	1,0541	3 %	1,1046	0 %
* Chiffres arrondis				

k. — Modifications des règles d'évaluation en 2016

Aucune modification importante n'a été apportée aux règles d'évaluation en 2016.

Annexe 1.3. – Estimations importantes et jugements significatifs

Lors de l'établissement des comptes annuels consolidés et de l'application des méthodes comptables de KBC, la direction doit porter des jugements et faire des estimations ou suppositions qui ont un impact sur les montants de l'actif, du passif, des produits et des coûts rapportés. Une certaine dose d'incertitude est inhérente à la majorité des montants rapportés. Les estimations se fondent sur l'expérience et les suppositions, dont la direction de KBC estime qu'elles sont raisonnables au moment où le rapport annuel est préparé.

L'ajustement des estimations comptables est acté au cours de la période où celles-ci sont revues et pour chaque période consécutive qui en est affectée.

VII. — Annexes relatives à l'information par segment

Annexe 2.1. – Segmentation selon la structure de direction

Les segments ou divisions du groupe

Les segments sont (de manière simplifiée) :

- Division Belgique (toutes les activités en Belgique)
- Division Tchéquie (toutes les activités en République tchèque)
- Division Marchés internationaux (activités en Irlande, en Hongrie, en Slovaquie et en Bulgarie)
- Centre de groupe (certains éléments qui ne sont pas attribués aux autres divisions, résultats des sociétés à désinvestir et impact de legacy et risque de crédit propre (voir plus loin)).

Rapport par segment

Une société du groupe est en principe entièrement attribuée au même segment. Des exceptions importantes ne sont faites que pour les charges qui ne sont pas attribuables de manière univoque à un segment déterminé, telles que les frais d'arrérages des prêts subordonnés (mentionnés sous Centre de groupe).

Les coûts de financement des participations sont attribués au Centre de groupe. Les coûts de financement éventuels relatifs au leveraging au niveau de KBC Groupe SA sont également repris dans le Centre de groupe.

Les transactions entre segments sont présentées at arm's length.

Dans l'information par segment, les revenus nets d'intérêts sont mentionnés sans répartition en revenus d'intérêts et charges d'intérêts, ce qui est autorisé par les normes IFRS. La majorité des produits des segments consiste en effet en intérêts et le management se base surtout sur les revenus nets d'intérêts pour l'évaluation et la gestion des divisions.

Aucune information n'est fournie à propos des produits de la vente aux clients externes, par groupe de produits ou services, étant donné que les informations au niveau consolidé sont établies surtout par division, et non par groupe de clients ou groupe de produits.

Résultats par segment (division)

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division Tchéquie	Division Marchés internationaux	Dont :				Centre de groupe	KBC Bank
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie	Irlande		
Compte de résultat 2015									
Revenus nets d'intérêts	2 225	817	689	239	207	41	202	-56	3 675
Revenus de dividendes	13	0	0	0	0	0	0	6	19
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	174	97	73	58	16	1	-2	-120	224
Résultat net réalisé sur actifs financiers disponibles à la vente	49	12	5	2	2	0	1	16	82
Revenus nets de commissions	1 459	248	242	171	55	16	-3	-4	1 945
Autres revenus nets	121	23	52	43	9	0	0	5	200
Total des produits	4 041	1 197	1 060	512	288	58	198	-153	6 145
Charges d'exploitation	-2 034	-572	-696	-333	-172	-38	-149	-86	-3 388
Réductions de valeur	-192	-40	-85	-9	-18	-10	-48	-334	-650
Sur prêts et créances	-177	-36	-82	-6	-18	-10	-48	-28	-323
Sur actifs financiers disponibles à la vente	-10	-1	0	0	0	0	0	0	-11
Sur goodwill	0	-2	0	0	0	0	0	-305	-308
Sur autres	-5	0	-3	-3	0	0	0	0	-9
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	-1	23	0	0	0	0	0	0	21
Résultat avant impôts	1 813	608	280	170	98	10	1	-573	2 128
Impôts	-569	-92	-54	-45	-24	2	12	1 007	291
Résultat après impôts	1 244	516	225	125	74	12	13	433	2 419
Attribuable à des participations minoritaires	180	-1	0	0	0	0	0	0	180
Attribuable aux actionnaires de la société mère	1 064	517	225	125	74	12	13	433	2 239
a) Dont éléments sans effet de trésorerie	-45	-16	-53	-22	-12	-2	-16	5	-108
Amortissements sur actifs immobilisés	-47	-23	-57	-23	-12	-2	-21	-2	-128
Autres	2	7	4	0	-1	0	5	7	20
Acquisition d'immobilisations*	396	81	87	26	28	6	28	0	565

* Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, immeubles de placement, immobilisations corporelles, participations dans des entreprises associées et goodwill et autres immobilisations incorporelles.

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division Tchéquie	Division Marchés internationaux	Dont :				Centre de groupe	KBC Bank
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie	Irlande		
Compte de résultats 2016									
Revenus nets d'intérêts	2 137	822	720	224	210	43	244	-45	3 635
Revenus de dividendes	16	0	0	0	0	0	0	10	27
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultats	341	116	87	64	15	2	6	6	551
Résultat net réalisé sur actifs financiers disponibles à la vente	38	48	35	17	16	2	0	13	134
Revenus nets de commissions	1 275	244	242	170	54	15	-1	-8	1 753
Autres revenus nets	94	17	2	2	6	-2	-4	27	140
Total des produits	3 902	1 248	1 087	477	300	61	246	-4	6 240
Charges d'exploitation	-2 088	-560	-692	-318	-181	-37	-154	-58	-3 399
Réductions de valeur	-121	-26	34	12	-16	-6	44	-32	-145
Sur prêts et créances	-113	-23	42	15	-15	-3	45	-32	-26
Sur actifs financiers disponibles à la vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur goodwill	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sur autres	-8	-3	-7	-3	0	-3	-1	0	-19
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises	0	23	0	0	0	0	0	0	23
Résultat avant impôts	1 693	685	429	171	103	17	136	-87	2 719
Impôts	-509	-121	-23	-51	-21	0	49	128	-525

Résultat après impôts	1 184	564	406	120	83	18	184	41	2 195
Attribuable à des participations minoritaires	169	0	0	0	0	0	0	0	169
Attribuable aux actionnaires de la société mère	1 015	563	406	120	83	18	184	41	2 026
a) Dont éléments sans effet de trésorerie	- 47	- 46	- 51	- 25	- 12	- 2	- 12	2	- 142
Amortissements sur actifs immobilisés	- 47	- 47	- 52	- 25	- 12	- 2	- 12	- 1	- 146
Autres	0	1	0	0	0	0	0	3	4
Acquisition d'immobilisations*	438	224	125	34	36	34	21	0	787

* Actifs non courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés, immeubles de placement, immobilisations corporelles, participations dans des entreprises associées et goodwill et autres immobilisations incorporelles.

Informations sur le bilan par segment (division)

Le tableau ci-dessous présente une ventilation par segment de plusieurs produits importants du bilan.

(En millions d'euros.)	Division Belgique	Division Tchéquie	Division Marchés internationaux	Dont :				Centre de groupe	KBC Bank
				Hongrie	Slovaquie	Bulgarie	Irlande		
Bilan 31/12/2015									
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	114 689	24 174	17 241	5 873	5 384	712	5 272	6 202	162 307
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	87 083	18 005	21 029	3 552	5 462	719	11 295	664	126 781
Prêts à terme, hors prises en pension	43 051	7 137	5 100	1 647	1 944	198	1 311	649	55 937
Prêts hypothécaires	33 309	8 079	13 657	1 369	2 072	242	9 975	0	55 045
Avances en compte courant	2 273	954	800	284	374	139	4	0	4 027
Location-financement	3 303	527	683	117	566	0	0	0	4 512
Prêts à tempérament	1 174	1 067	687	67	474	140	5	0	2 928
Autres prêts et avances	3 974	241	101	68	33	0	0	15	4 331
Bilan 31/12/2016									
Dépôts de la clientèle et titres de créance, hors mises en pension	129 539	26 279	18 475	6 824	5 817	836	4 999	4 094	178 388
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	90 483	19 552	21 489	3 801	6 094	829	10 765	4	131 528
Prêts à terme, hors prises en pension	45 106	7 375	5 197	1 762	2 123	268	1 043	0	57 677
Prêts hypothécaires	33 913	9 077	13 993	1 451	2 608	234	9 700	0	56 983
Avances en compte courant	2 751	995	894	299	411	176	9	0	4 640
Location-financement	3 615	570	731	142	589	0	0	0	4 916
Prêts à tempérament	1 314	1 260	606	80	362	152	13	0	3 180
Autres prêts et avances	3 784	275	68	66	1	0	0	4	4 131

VIII. — Rapport du commissaire

Sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2016 de KBC Bank SA

Conformément aux normes de l'institut des Réviseurs d'Entreprises, le Commissaire a procédé à la révision des comptes annuels de KBC Bank SA pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016, desquels la version abrégée ci-dessus a été déduite. Dans son rapport du 17 mars 2017, le commissaire a attesté sans réserve les comptes annuels desquels la version abrégée a été déduite. Pour une meilleure compréhension de la situation financière de la société, de ses résultats ainsi que de l'étendue de cette révision, la version abrégée des comptes annuels doit être lue en combinaison avec les comptes annuels desquels elle a été déduite, ainsi qu'avec le rapport de certification accompagnant les comptes annuels.

Ci-après figure la traduction réalisée par nos soins de l'attestation de certification des comptes annuels de KBC Bank SA tel qu'elle peut exister en version Anglaise ou Néerlandaise sur le site public www.kbc.com (investor relations), ainsi que les comptes annuels 2016 de KBC Bank SA.

« Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires de KBC Bank SA / NV sur les comptes annuels consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 »

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la déclaration complémentaire requise. Les comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2016, le compte de résultat consolidé, l'état consolidé du revenu global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Rapport sur les comptes consolidés – Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de KBC Bank (« la Société ») et de ses filiales (conjointement « le Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, établis sur la base des normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'union européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Le total du bilan consolidé s'élève à 239.333 millions d'Euro et le compte de résultat consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice (part du Groupe) de 2.026 millions d'Euro.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'union européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne que le conseil d'administration estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (norme ISA) telles qu'adoptées en Belgique. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celle-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du Groupe relatif à l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes consolidés donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée de la société au 31 décembre 2016, ainsi que ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Autre point

Les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été audités par un autre commissaire qui a exprimé dans son rapport en date du 17 mars 2016, une opinion sans réserve sur ces comptes consolidés.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport annuel sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (normes ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans tous les aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons la déclaration complémentaire suivante, qui n'est pas de nature à modifier notre opinion sur les comptes consolidés :

- Le rapport annuel sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi, concorde avec les comptes consolidés et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.

Sint-Stevens-Woluwe, le 17 mars 2017

PwC Reviseurs d'Entreprises SCCRL

Le commissaire

Représenté par Roland Jeanquart et Gregory Joos

Réviseurs d'Entreprise

IX. — Rapport de gestion

La version intégrale des comptes annuels consolidés 2016 peut être obtenue à l'adresse suivante :

- KBC BANK succursale française - Synergie Park - 6, rue Nicolas Appert - CS 40041 Lezennes - 59030 Lille cedex - fax +33 (0)3 20 11 61 80
- KBC Bank SA siège central - Département SRE - Avenue du Port 2 - B - 1080 Bruxelles - fax +32 (0)2 429 57 38

Le commissaire a attesté sans réserve les comptes annuels consolidés de KBC Bank SA.

J. Thijs

Président du Comité de Direction

T. Leysen

Président du Conseil d'Administration

1703691